

Chapitre 4. Panorama économique et social de la République tchèque

“ On ne pourra se débarrasser du jour au lendemain de l’héritage communiste, gigantesque et problématique ” (V. HAVEL).

Afin de convenablement appréhender les déterminants des comportements humains, il est nécessaire de les replacer dans leur contexte socio-historique.

Ce chapitre s’inspire de cette recommandation puisqu’il recherche dans l’histoire nationale et dans le passage actuel à l’économie de marché les principales caractéristiques de la main-d’œuvre tchèque.

Première partie. Les différents niveaux de la transition vers l’économie de marché
Chapitre 1. Une transformation politique, économique et sociale
Chapitre 2. Les firmes occidentales en Europe centrale et orientale
Chapitre 3. Les comportements organisationnels depuis la fin du communisme
Deuxième partie. Les réalités sociales, organisationnelles et humaines en République tchèque
Chapitre 4. Panorama économique et social de la République tchèque
Chapitre 5. Les firmes occidentales en République tchèque
Chapitre 6. Comportements organisationnels et management des ressources humaines dans un joint-venture franco-tchèque : TESLA TV

I. Les héritages

Méconnue, l'histoire des Tchèques révèle la permanence d'une tradition culturelle, spirituelle et artistique depuis le Moyen Age. À partir de 1948, le communisme a occulté cette spécificité et imposé des règles de société que le pays a subies jusqu'en 1989.

A. La constitution d'une nation

1. Éléments d'Histoire

Une nation européenne

Après quarante ans d'appartenance à un monde clos et secret, l'écroulement d'une idéologie et d'un système politique ont redonné à la Tchécoslovaquie la place qui était la sienne : au cœur de l'Europe¹. Cette remarque s'entend autant au niveau géographique_ Prague est par exemple plus à l'ouest que Vienne_ que culturel. La Tchécoslovaquie, et notamment la Bohême, est en fait l'un des centres les plus prestigieux de la civilisation occidentale. À l'origine, les Tchèques sont un peuple slave, mais leur histoire est davantage liée à celles des Allemands et des Autrichiens. Des villes telles que Marienbad (Marianské Lázně), Austerlitz (Slavkov) ou Pilsen (Plzeň) sont ainsi situées sur le territoire actuel de la République tchèque.

Dès le XIV^e siècle, l'Empereur Charles IV, surnommé le Roi romanotchèque, rend son État parmi les plus forts du monde et au XV^e siècle, le Roi de Bohême JIRI Z PODEBRAD propose la naissance d'une organisation de paix entre les monarchies européennes. En 1620, l'État tchèque perd cependant son indépendance à la suite de la Bataille de la Montagne Blanche (*Bila hora*), ce qui le place pour trois cent ans sous la coupe des HABSBOURG. Il faut attendre la Première Guerre mondiale pour voir se former des gouvernements tchèques en exil, de tendance anti-autrichienne. Ayant parié sur une victoire des Alliés, les Tchèques et les Slovaques obtiennent à la dislocation de l'Empire d'Autriche-Hongrie en 1918 la création d'un État tchécoslovaque, dont les frontières se basent sur le Royaume historique de la Bohême et non sur la géographie des peuples de l'époque. La Tchécoslovaquie comprend sur son territoire des zones occupées par de larges majorités d'Allemands, de Hongrois et de Polonais.

¹ " Qui tient la Bohême tient l'Europe " disait le Général O. VON BISMARCK.

Principales dates du peuple tchèque avant l'époque communiste

- III^e-IV^e siècle Expansion des Celtes Boïens (appelés Bohémiens) sur le territoire tchèque
- Vers 550 Arrivée des premiers Slaves
- Fin du IX^e s. Naissance de l'État tchèque, fondé par les Premyslides
- 1212 “ Bulle d'or sicilienne ” : les Tchèques reçoivent l'assurance que leur État ne fait pas partie de l'Empire romain.
- Milieu du XIV^e s. CHARLES IV (1346-1378) devient Roi de Rome et Empereur germanique
- 6 juillet 1415 J. HUS, prêtre réformiste qui reconnaît comme seule autorité Dieu et non l'Église, est brûlé à Constance
- 1620 Échec du soulèvement des États tchèques : à la suite de la défaite de Bila Hora; il est prononcé que le titre de Roi revient à la noblesse allemande
- fin XVIII^e-mi-XIX^e s Renaissance du sentiment national par la défense de la langue, l'exaltation de l'histoire de la Bohême et la consolidation de l'assise territoriale du pays
- 28 oct. 1918 Proclamation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie ; T.G. MASARYK est élu Président de la République
- 1938 À la suite de la Conférence de Munich (29 septembre), la France et la Grande-Bretagne refusent d'appuyer la Tchécoslovaquie ; le Président E. BENES est contraint de céder une grande partie de la Bohême peuplée d'Allemands à A. HITLER
- mars 1939 Le Sénat slovaque fait sécession et vote la création de l'État slovaque ; la partie de la Bohême laissée aux Tchécoslovaques est envahie par l'armée allemande
- mai 1945 Libération du pays : l'Armée Rouge entre à Prague.
- 1945-1948 Expulsion de trois millions et demie d'Allemands

2. Évolution sociale et économique

Une spécificité culturelle

De par sa situation au centre de l'Europe, Prague a traditionnellement constitué une capitale culturelle. D'une manière générale, le peuple tchèque se caractérise par un penchant prononcé pour le savoir. Les influences proviennent des Allemands ou des Français, mais surtout d'un riche fond culturel national. J.A. KOMENSKY (1592-1670) philosophe surnommé “ le Professeur des nations ”, F. KAFKA, écrivain du début du siècle et M. KUNDERA, récent prix Nobel de Littérature, figurent parmi les fiertés de la littérature tchèque. De même, A. DVORAK ou B. SMETANA constituent des références internationales dans la musique classique.

L'art tchèque

- LA CULTURE ROMANE (IX^e-XIII^e s.). L'architecture est principalement représentée par les rotondes, les couvents, les chapelles et les fortifications. La sculpture du moment est ecclésiastique et le style rigoureux. La littérature est quant à elle marquée par les légendes et les chroniques.
- LA CULTURE GOTHIQUE (XIII^e-XVI^e s.). L'architecture prend son essor avec le développement des villes. Les constructions concernent les églises, les cathédrales, les châteaux forts et les ponts en pierre. La peinture reste ecclésiastique mais elle touche alors également le verre et la mosaïque.
- LA RENAISSANCE (XVI^e-XVII^e s.). Ce courant voit la progression de l'éducation générale. De jeunes érudits s'expatrient pour étudier et apprendre des langues étrangères. Les châteaux forts se modernisent et deviennent des palais confortables et esthétiques. Le courant sculptural découvre les plastiques figurés et les plastiques décoratifs inspirés par l'Époque antique.
- LE BAROQUE (XVII^e-XVIII^e s.). Les églises et les bâtiments sont restaurés, le plus souvent selon le style baroque gothique. Les DIENTZENHOFER sont les meilleurs architectes du courant. La peinture s'intéresse au corps humain qu'elle reprend dans des positions dramatiques. Les jeux de lumières et d'ombres s'associent aux natures mortes.
- LA RENAISSANCE CULTURELLE (fin XVIII^e-début XIX^e s.). L'architecture est marquée par le classicisme et le romantisme. Les villes sont assainies grâce à la construction de canalisations, et de parcs. Les villes thermales connaissent un important essor.
- DU ROMANTISME À L'ART NOUVEAU (mi-XIX^e s.). Des artistes et des intellectuels défendent la cause de la liberté de la nation tchèque. La " Génération du Théâtre national " s'illustre dans le courant romantique. La néo-renaissance, le néo-gothique et l'art nouveau sont les principaux courants de l'architecture. La peinture s'oriente vers le: symbolisme, le naturalisme et l'art nouveau (MUCHA).
- LE CUBISME (XX^e s.). Le courant cubiste a particulièrement influencé la peinture (FILLA, KUBISTA, CAPEK), la sculpture (GUTFREUND) et même l'architecture avec le rondo-cubisme (JANÁK, GOCIAR).

Une ancienne puissance économique

La petite taille de la République tchèque (environ 1/7^e de la France) et sa discrétion dans l'économie mondiale de cette fin de siècle occultent quelque peu son brillant passé. En réalité, le niveau de vie des Tchèques, historiquement rattachés à la riche Autriche-Hongrie, a longtemps été supérieur à celui de nombre de pays occidentaux. À partir des années 1850, la Bohême commence sa Révolution industrielle, tandis que le reste de l'Europe centrale et orientale restait rural et relativement pauvre. Ainsi, septième pays au monde au classement du PNB par habitant en 1938, la Tchécoslovaquie faisait-elle partie avant la Deuxième Guerre mondiale des pays les plus avancés d'Europe. Elle fut également la seule nation d'Europe centrale et orientale

à avoir maintenu une démocratie pendant l'entre-deux-guerres ². Les minorités constituaient le tiers de la population du pays et la situation économique était prospère. Cependant, le pays est intégré au III^e Reich dès 1939 puis tombe sous la domination de l'URSS moins de dix ans après, comme les Alliés l'avaient convenu en février 1945 à Yalta.

B. L'époque communiste

1. L'économie planifiée en Tchécoslovaquie

La mise en place du régime

Lors du premier "Coup de Prague" en février 1948, l'URSS détourne la Tchécoslovaquie de l'Occident ³. Le pays est forcé de participer de à la grande aventure communiste, ce qui met un frein à son développement économique. Les outils de production sont collectivisés à près de 100 % et la disparition de la propriété privée est généralisée. En 1953, la Tchécoslovaquie ne profite pas de la mort de J. STALINE pour se tourner vers la libéralisation. Les conditions internes sont en effet favorables au conservatisme : les performances économiques sont plutôt meilleures que dans les autres pays de l'Est, l'intelligentsia reste loyale envers le Parti et le caractère multi-ethnique du pays empêche la constitution de mouvements unis d'opposition.

L'hermétisme des pays communistes aux innovations et aux théories modernes a conduit la Tchécoslovaquie à rendre son industrie vétuste et surdimensionnée. Des lacunes importantes dans la coordination et la cohérence entre les différentes décisions des ministères s'en sont immédiatement ressenties. Malgré ces handicaps, la Tchécoslovaquie restait, selon la "version officielle", un modèle de croissance et de développement dans le CAEM.

L'évolution politique et économique

Du fait de sa vocation industrielle, antérieure au communisme, la Tchécoslovaquie était le pays le plus industrialisé du CAEM. Elle se distingue dans un premier temps par un très fort taux moyen de croissance, estimée à 7,5 % du Produit Matériel Net (PMN) à prix constant entre 1948 et 1975 ⁴. Dans les faits, la situation économique se détériore à partir de 1963. La forte centralisation de la planification, de la même manière qu'en Albanie ou qu'en URSS, étouffe l'économie. Une commission d'experts conclut que les réformes économiques doivent déboucher sur des réformes politiques. Le représentant du PC tchécoslovaque A. DUBCEK s'en inspire et entreprend de mettre en place un "socialisme à visage humain", nommé "Printemps de Prague", mais l'événement est sanctionné le 21 août 1968 par l'arrivée des chars du Pacte de Varsovie dans la capitale tchécoslovaque. Les résultats économiques se détériorent à nouveau après le Printemps de Prague, qui conduit la même année à la création de

² La Tchécoslovaquie était un État parlementaire qui comprenant une douzaine de Partis, ce qui permettait de représenter les différentes minorités et courants d'opinions sans paralyser le système, au contraire de ce qui s'est passé en Hongrie ou en Pologne.

³ La crise est provoquée par la démission de la plupart des ministres non communistes, hostiles aux options radicales du chef du gouvernement, K. GOTTWALD. Le Président E. BENES est forcé d'accepter la nomination de ministres communistes. Le Parti Communiste, devenu majoritaire dans le gouvernement, prend le pouvoir.

⁴ Il semble aujourd'hui que ces chiffres aient été nettement exagérés.

l'État fédéral. Le pays est confronté à une pénurie de main-d'œuvre, due à une forte baisse de natalité à partir des années 1940. La croissance ralentit dans les années 1970, stagne dans les années 1980, et devient la plus faible des pays de l'Est entre 1985 et 1988 (cf. tableau 7). Après avoir fait partie des nations riches jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'expérience communiste se traduit par un appauvrissement général, la Tchécoslovaquie n'occupant plus que le quarante-neuvième rang mondial au PNB par habitant en 1989.

Tableau 7. Croissance économique comparée

	Taux de croissance annuel du PIB (en volume)			Taux de croissance du PIB par habitant (en volume)		
	1951-1973	1974-1982	1983-1988	1951-1973	1974-1982	1983-1988
<i>Tchécoslovaquie</i>	3,8	1,8	1,8	3,1	1,1	1,4
<i>Europe de l'Est</i> ⁵	4,7	1,9	2,7	4,0	1,3	2,3
<i>Pays industrialisés</i>	4,9	2,1	3,1	3,7	1,4	2,5
<i>Corée du Sud</i>	7,5	6,9	9,9	5,2	5,2	8,4

Source : FMI⁶

2. La vie en Tchécoslovaquie avant 1989

L'étouffement des libertés publiques

Le communisme n'était pas une idéologie à vocation exclusivement économique ou politique. Ayant la force d'une institution, il transparaissait dans l'ensemble de la vie en société. Sa mainmise sur les jeunes générations s'illustrait par des programmes d'études doctrinaires et démagogiques. Les enfants et les adolescents devaient sans exception adhérer aux organisations de " pionniers ", sorte de scoutisme doctrinaire. La propagande se poursuivait auprès des adultes grâce à l'action colossale des services de renseignements⁷. Une étudiante tchèque, âgée de seize ans au moment de la Révolution de Velours, raconte ses souvenirs d'écolière : " *On apprenait le russe depuis l'âge de dix ans. Il fallait connaître l'hymne et beaucoup de chansons populaires. À part la prof, tout le monde s'en moquait et on attendait que ça passe...* "

Au niveau des pouvoirs législatif et exécutif, le caractère arbitraire des décisions et décrets témoignait des divergences entre les pratiques politiques et les principes constitutionnels. Il était en particulier obligatoire de voter pour le candidat communiste de son " choix ", sous peine d'encourir des poursuites étendues. De même, il existait de strictes limitations à la liberté de circulation à l'intérieur et hors des frontières de l'ancien Bloc de l'Est, ainsi qu'à la liberté d'opinion, notamment religieuse.

⁵ Moyenne pondérée des PIB.

⁶ Tiré de L. REICHLIN, dans J.-P. FITOUSSI (sous la dir. de), *A L'est, en Europe des économies en transition*, OFCE, PFNSP, 1990, p.99.

⁷ Les services de renseignements (STB) étaient pendant le communisme le premier employeur en Tchécoslovaquie.

Conformément à la doctrine marxiste, la religion, “ opium du peuple ” était accusée d'asseoir la domination des riches sur les pauvres. La violence de la répression en cas de soulèvement apparaissait suffisamment coercitive pour réduire les conflits et les troubles à l'ordre public. Les nouveaux communistes au pouvoir à partir de 1968, ultra-orthodoxes, étaient impopulaires mais ils usaient de moyens coercitifs pour maintenir un calme relatif. La vie en Tchécoslovaquie se caractérisait alors par une apathie générale, même si des mouvements clandestins, telles que Charta 77, apparaissaient⁸.

Des efforts vers une société égalitaire

La recherche de justice et d'égalité était censée réguler les rapports en société. Mis à part les individus qui ont profité du régime (les Apparatchiks et la Nomenklatura) et ceux qui en ont souffert (les contestataires, les minorités et les religieux), les Tchécoslovaques n'étaient souvent ni fermement partisans ni opposants du régime. La discrimination et l'injustice sociale existaient, mais de manière peu apparente. Chacun était assuré d'un emploi⁹, et tout ou partie des biens ou services usuels étaient gratuits ou à des prix accessibles au plus grand nombre. Les individus ne manquaient de rien d'indispensable, exceptés quelques biens d'équipement tels que le téléphone ou les voitures¹⁰. Souvent, ce n'était pas l'argent qui faisait défaut mais les opportunités pour le dépenser. Les failles du système étaient alors résolues par le “ système D ”, en l'occurrence un recours généralisé à la corruption, au marché noir et au vol de biens publics¹¹. Dans les années 1980, l'URSS perd progressivement le contrôle des pays socialistes. Fin 1989, la Tchécoslovaquie peut organiser ses premières élections libres, ce qui a conduit à l'actuelle phase de transition.

II. L'actuelle phase de transition

Le peuple tchèque a traversé ces dernières années une période extrêmement fertile en événements. La Révolution de Velours et la partition de la Tchécoslovaquie ont constitué les détonateurs de la renaissance d'une originalité et d'un État tchèques. Au niveau économique, l'évolution actuelle porte à penser que la transformation du communisme vers le capitalisme, appelée communément “ phase de transition ”, est irrémédiable.

⁸ Charta 77 (créée en 1977) était une organisation pour la défense des Droits de l'Homme. Le Président F. MITTERRAND avait rencontré à Prague ses principaux dissidents dès 1988.

⁹ En fait, le travail était obligatoire.

¹⁰ Les queues interminables devant les magasins d'alimentation presque vides constituent un cliché répandu en Occident lorsque l'on évoque les pays de l'Est. Or, les queues résultaient davantage de problèmes d'organisation que d'approvisionnement, du moins en Tchécoslovaquie.

¹¹ Avant 1989, on disait en Tchécoslovaquie : “ Qui ne vole pas vole sa famille ”.

A. La renaissance d'un État tchèque

1. Les récents bouleversements

La Révolution de Velours

L'année 1989 voit l'URSS abandonner le contrôle de ses États satellites. En Tchécoslovaquie, le mécontentement contre le Parti Communiste tchèque grandit et les vagues de protestations se multiplient. Le 17 novembre 1989, à la suite d'une manifestation étudiante regroupant trente mille jeunes, la répression violente des forces de l'ordre choque l'opinion publique, qui se mobilise immédiatement. Les manifestants allument des bougies en signe de protestation silencieuse ; la Révolution de " Velours " conduit à l'indépendance politique de la Tchécoslovaquie. La lutte politique a constitué le moteur des changements, mais l'insatisfaction économique et les problèmes de développement technique du pays ont également figuré parmi les facteurs du soulèvement. Les revendications étaient multiples : défendre la liberté, la dignité humaine élémentaire, les choix des formes d'existence, prendre part au pouvoir et participer aux décisions. Le gouvernement en place a alors été contraint d'organiser des élections libres qui ont vu la nette victoire de V. HAVEL, l'actuel Président de la République tchèque. Prélude au changement du pays et à sa transition vers le capitalisme, cette Révolution a fait resurgir de nouvelles ambitions et des sentiments nationalistes à l'origine de la partition.

La partition

La Tchécoslovaquie est née de la dislocation de l'Autriche-Hongrie en 1918. Les langues tchèque et slovaque étant proches, les soixante-quatorze ans de vie commune se sont déroulés sans heurts majeurs, mais ils n'ont pas réussi à effacer les sentiments nationalistes. La partition correspond à l'aboutissement logique d'une désunion entre deux peuples, dont l'histoire et la culture se distinguent assez nettement¹². Les Tchèques, dont le territoire s'étendait jusqu'à l'Ukraine subcarpathique, étaient jusqu'au début du siècle rattachés à l'Empire des HABSBOURG, tandis que les Slovaques dépendaient de la Hongrie. Les premiers étaient traditionnellement plus avancés économiquement que les seconds, pour qui l'élevage de chèvres et de moutons constituait la principale ressource¹³. Pour de nombreux auteurs tchèques, le fossé entre les deux peuples s'est creusé du fait de leurs attitudes respectives pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le comportement des Tchèques durant cette période fut intermédiaire entre la lutte des Polonais et l'opportunisme des Slovaques, dont la révolution antifasciste de 1945 a souvent été qualifiée d'hypocrite¹⁴. Les Tchèques continuent souvent de souligner leur spécificité culturelle, qu'ils opposent à la tradition

¹² La présentation qui suit se base sur des sources essentiellement tchèques ou " tchécofiles ". Il est important de préciser que le point de vue des Slovaques est sensiblement différent.

¹³ Au moment de la création de l'État tchécoslovaque en 1918, les Tchèques ont envoyé des professeurs dans certaines régions de Slovaquie pour y lutter contre l'analphabétisme.

¹⁴ Contrairement aux Tchèques qui ont souhaité leur indépendance, les Slovaques se sont spontanément déclarés alliés des Nazis. Monseigneur TISO, ancien Président slovaque, responsable de la déportation de dix-sept mille juifs en 1940, est encore considéré comme un héros national et une statue en son honneur a récemment été inaugurée.

rurale de leur voisin slovaque. L'exemple le plus cité consiste à comparer les hommes forts des deux pays : V. HAVEL, intellectuel de renommée mondiale et V. MECIAR, ancien boxeur¹⁵.

Dans ces conditions, la partition semblait inévitable, même si elle ne traduisait pas l'expression d'un souhait unanime. L'année 1992 a été marquée par un climat de paralysie en Tchécoslovaquie devant les incertitudes sur la situation future. Les négociations pour créer une Confédération ayant échoué, la séparation fut décidée et devint effective le 31 décembre 1992 sans susciter ni passion, ni crise, ni conflit¹⁶.

République tchèque et Slovaquie : des trajectoires différentes

Tableau 8. Statistiques générales de la République tchèque et de la Slovaquie (1996)

	<i>République tchèque</i>	<i>Slovaquie</i>
<i>Superficie (km²)</i>	78 864	49 016
<i>Population (millions d'habitants)</i>	10,50	5,4 (dont 10,8 % de Hongrois)
<i>Densité (habitants/km²)</i>	134	111
<i>Indice de fécondité</i>	1,6	1,9
<i>Mortalité infantile (%)</i>	0,12	0,12
<i>Espérance de vie (années)</i>	75	74
<i>Religions</i>	Catholiques (39 %), sans religion (39 %), protestants hussites.	Catholiques (60 %), protestants.

Source : PEE de Prague, janvier 1996

Malgré la partition, les pays sont restés des partenaires économiques essentiels. Dès 1993, ils ont créé une Union douanière et ont succédé l'un et l'autre à la Tchécoslovaquie au sein de l'ACELE. Les problèmes économiques de partage des richesses et des entreprises fédérales furent réglés à l'amiable, la République tchèque emportant finalement 70 % du PIB de la Tchécoslovaquie (cf. tableau 8). L'adaptation de la Slovaquie à l'économie de marché fut plus difficile que celle de la République tchèque. Petit et sans ressources, le pays a longtemps recherché à s'appuyer sur des partenaires. Les investissements étrangers sont restés faibles, et les situations économique, politique et sociale ont empiré pendant près de trois ans. La Slovaquie a notamment souffert de la difficile reconversion de son industrie d'armement. Dopée par le plus fort taux d'exportation de la zone, elle renoue cependant depuis 1995 avec la

¹⁵ Le Président Slovaque, M. KOVACS, était parvenu à effacer temporairement son ancien Premier Ministre V. MECIAR, mais ce dernier a par deux fois repris la tête du gouvernement.

¹⁶ Les deux Républiques ont été admises à siéger à l'ONU, le mardi 19 janvier 1993, en tant que cent-quatre-vingt et cent-quatre-vingt-unième membres. Cette adhésion s'est faite sous les applaudissements des autres membres, chose rare au sein de l'ONU, qui a accueilli favorablement une séparation sans heurts, parfois appelée " Partition de Velours ".

croissance et les perspectives sont devenues encourageantes. Politiquement, le pays craint encore pour son avenir car il dispose de peu de partenaires et est entouré d'anciens " ennemis " (Hongrie, Pologne, Ukraine...), ce qui le conduit à se tourner ouvertement vers la Russie. Malgré soixante-quatorze ans de vie commune, le fossé qui s'est creusé entre la République tchèque et la Slovaquie rend impossible tout retour en arrière.

2. Une transformation politique

Le paysage politique

Selon la nouvelle constitution tchèque, promulguée le 16 décembre 1992, le Parlement comprend deux Assemblées, une Chambre des députés (deux cents députés élus pour quatre ans) et un Sénat (quatre-vingt-un sénateurs élus pour six ans), mais des doutes sur l'utilité de ce dernier avaient retardé sa mise en place. Le Président de la République, élu pour quatre ans, nomme le Premier ministre et le gouvernement est responsable devant le Parlement. Le pouvoir judiciaire comprend une Haute cour constitutionnelle, une Haute Cour, une Cour d'appel et un Tribunal de grande instance. Depuis 1997, les collectivités locales sont organisées selon trois échelons de décentralisation administrative : les communes, les départements et les régions.

Malgré une perte constante de pouvoir d'achat pour la majorité de la population, la République tchèque est marquée par une relative stabilité politique. La population considère que les moments difficiles actuels constituent le prix à payer pour accéder à la société de consommation. Le Président V. HAVEL jouit d'une bonne popularité car son image correspond à celle que veulent donner les Tchèques aux autres nations. Ses pouvoirs sont cependant symboliques et la direction du pays était en réalité conduite par son éternel contradicteur, V. KLAUS, émule de M. THATCHER¹⁷. L'ODS, parti de droite conservateur qui axe principalement son programme sur la croissance économique, dirige le pays mais il ne dispose plus de la majorité absolue des sièges au Parlement¹⁸.

Les choix géopolitiques

Le gouvernement tchèque affirme son intention d'élever le pays au rang de nation européenne compétitive et indépendante. La République tchèque a notamment tourné le dos au " Grand Frère " soviétique. Depuis la fin de l'expérience communiste, la rupture est définitivement consommée, les Tchèques gardant même une rancœur certaine vis-à-vis de ceux qu'ils considèrent comme des tyrans¹⁹. La République tchèque semble également vouloir se détacher de ses voisins allemands et slovaques, qui restent néanmoins des partenaires commerciaux de première importance (cf. tableau 9).

¹⁷ Au mois de décembre 1997, V. KLAUS a été contraint de démissionner. Il a été remplacé en l'attente de nouvelles élections, par le Gouverneur de la Banque centrale, J. TOSOVSKY.

¹⁸ La coalition gouvernementale regroupe l'ODS (Parti Civique Démocrate), le KDS (Parti Chrétien Démocrate), l'ODA (Alliance Civique Démocrate, émanation de l'ODS, à vocation plus intellectuelle) et le KDU-CSL (Union Chrétienne démocrate - Parti Populaire Tchèque).

¹⁹ Dans leurs rapports avec les Russes, les Tchèques se situent dans une position intermédiaire entre les Bulgares, traditionnellement pro-russes, et les Polonais, lourdement lésés et opprimés.

Tableau 9. Principaux partenaires commerciaux (exportations et importations) de la République tchèque en 1994

Pays partenaires	Part dans le total des échanges avec la République tchèque	Pays partenaires	Part dans le total des échanges avec la République tchèque
Allemagne	27,3 %	Pologne	3,3 %
Slovaquie	15,2 %	France	3,1 %
ex-URSS	8 %	Royaume-Uni	2,9 %
Autriche	7,7 %	USA	2,8 %
Italie	5,1 %	Pays-Bas	2,7 %

Source : Banque nationale tchèque, mars 1996

L'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne est prévue à l'horizon 2001. La demande d'adhésion du pays, qui date du 23 janvier 1996, fut la dernière de celle des membres du groupe de Visegrad, ce qui lui vaut une réputation "d'euro-sceptique". Des accords d'association avec la Communauté européenne existent déjà mais la République tchèque n'en est pas totalement satisfaite car les échanges profitent encore à l'Ouest. Le principal atout du pays reste sa situation au centre de l'Europe, mais l'éventualité d'une crise n'est pas à écarter.

3. Des mutations sociales

Une vie quotidienne bouleversée

Après quarante ans d'immobilisme, les bouleversements qui se succèdent satisfont les uns et perturbent les autres. Le pays, et principalement la ville de Prague, est ainsi submergé de chantiers et de constructions qui ne reflètent que la face visible des transformations étendues aux domaines économique, juridique, culturel ou scientifique. L'institution de nouvelles libertés (droit de vote effectif, droit de quitter le pays, etc.) et l'arrivée en force de la société de consommation²⁰ ont constitué les changements les plus spectaculaires. Cependant, encore peu de Tchèques ont les moyens d'y accéder. Les personnes âgées se perdent désormais dans leur ville et ne comprennent pas pourquoi certains prix, qu'ils ont toujours connus au même niveau, peuvent être multipliés par cinq ou par dix en l'espace de quelques années. La Révolution a en effet paradoxalement réduit la capacité des Tchèques à consommer. Beaucoup de produits de base étaient disponibles en Tchécoslovaquie avant 1989, du moins nettement plus qu'en Pologne, qu'en Roumanie ou qu'en Russie. L'ouverture sur l'extérieur a accru les possibilités en termes de choix mais, dans le même temps, l'augmentation des prix a surpassé celle du pouvoir d'achat. Ainsi, le billet de transport en commun coûtait-il une couronne en 1989 (avant la Révolution), quatre couronnes en 1991, six couronnes en 1993 puis dix couronnes en 1996, alors que les salaires n'ont que doublé pendant la période. Le législateur a cependant trouvé une parade à l'escalade des prix en instituant

²⁰ Il n'y avait aucun restaurant MAC DONALD'S en 1991 à Prague, puis il y en avait deux en 1993 et huit en 1995.

12 Les réalités sociales, organisationnelles et humaines en République tchèque

pour de nombreux biens ou services (hôtellerie, logements, loisirs) des tarifs différenciés pour les résidents et les non-résidents.

En sollicitant des désirs, la société de consommation procure des raisons d'être et uniformise les désirs. Ceci constitue un facteur de stabilisation, tant que l'espoir existe. Or, l'enthousiasme laisse progressivement place à l'insatisfaction générale, à mesure que le gouvernement favorise l'enrichissement sauvage et revient un à un sur les instruments keynésiens de sa politique économique. Le passage vers une société "non sociale", selon les mots du Président V. HAVEL, a pour conséquence une baisse spectaculaire de la natalité, qui se répercutera inévitablement à terme sur la productivité nationale. Les tout premiers mendiants apparaissent à mesure que le gouvernement favorise l'initiative privée au détriment de l'assistance automatique, les embouteillages s'emparent des artères principales des grandes villes et la drogue s'associe à la violence pour déstabiliser la traditionnelle sécurité du passé. Cependant, l'aspect social dans la République reste relativement préservé.

Les modes de vie

L'observateur extérieur est frappé par la rareté des échauffourées publiques, par le pacifisme des Tchèques ou par leur consensualisme. Les notions de justice et de solidarité se retrouvent dans les relations respectueuses qu'entretiennent les citoyens avec les personnes âgées ou avec les handicapés. L'absence de stress, élément fondamental de bien-être, se retrouve autant dans les comportements quotidiens que dans les productions culturelles locales. Dans la lignée des politiques communistes, l'accès à l'instruction, à la culture et aux loisirs constitue un principe fondamental du gouvernement tchèque. Les taux de scolarisation, 85 % pour l'enseignement du second degré et 24 % pour l'enseignement du troisième degré, sont les plus élevés des pays de l'ancien Bloc de l'Est²¹. Le système d'éducation résolument tourné vers la culture en est la raison, le programme scolaire tchèque comprenant tous les ans jusqu'au baccalauréat un enseignement bi-hebdomadaire sur l'art sous toutes ses formes. Les choses ont cependant tendance à évoluer, puisque les prix des livres et des spectacles sont parmi ceux qui ont le plus augmenté ces dernières années.

D'une manière générale, l'argent est ressenti en République tchèque comme un moyen de subsistance et non comme une fin en soi. Les Tchèques ne répugnent ainsi pas à faire la queue dans les magasins car ils ne comptent pas le temps. Dans les grandes surfaces, ils s'amuse du fait que les étrangers remplissent des caddies entiers. Ce qui apparaît aux Occidentaux comme une contrainte (faire les courses), constitue pour eux une occupation de la vie quotidienne. Sortant d'une économie de pénurie où ils devaient acheter en grandes quantités pour stocker, ils ne se soucient plus pour leurs approvisionnements futurs, mais manquent désormais d'argent.

²¹ Toutes les classes sociales sont concernées par le goût du savoir. Il n'est pas rare de rencontrer un ouvrier tchèque évoquer H. DE BALZAC, J. GOETHE ou A. POUCHKINE.

Les points noirs de la République tchèque

Le nationalisme constitue une donnée importante pour comprendre les peuples d'Europe centrale. Les Tchèques étant sensibles à l'image qu'ils montrent au monde, des domaines comme la culture ou le sport participent d'outils de promotion du pays. L'exemple des champions de tennis avant leur exil américain M. NAVRATILOVA et I. LENDL, appliqués et combatifs, s'applique au monde entier du sport où l'effort et la compétition l'emportent sur le loisir. La fierté nationale peut cependant déboucher sur un nationalisme exacerbé. L'émergence d'un racisme et d'une intolérance contraires à l'esprit de la Révolution se développe autour de la psychose de l'insécurité, alors que le niveau de criminalité, malgré une hausse récente sensible, reste parmi les plus faibles d'Europe. La loi de la citoyenneté empêche encore une partie des Roms de devenir tchèques²², bien que ceux-ci fassent partie intégrante de l'histoire du pays. L'afflux de travailleurs étrangers, en majorité ukrainiens, provoque de graves problèmes d'ordre social, même si ceux-ci appartiennent le plus souvent dans leur pays aux classes moyennes ou supérieures. Le racisme touche en fait tout ce qui est pauvre et n'est pas tchèque, à savoir les Roms, les Roumains, les Ukrainiens et même les Slovaques²³. Dans une moindre mesure, les Moraves²⁴ se sentent lésés par rapport aux Bohémiens dans la transformation de l'administration territoriale du pays mais il n'y a pas lieu de comparer ces incidents politiques aux divergences profondes qui opposaient les Tchèques et les Slovaques.

De la même manière qu'en Pologne, l'environnement est un problème réel en République tchèque. Le quadrilatère de Bohême est mal aéré et mal drainé. Les niveaux de pollution sont dus aux méthodes de chauffage, par charbon-lignite. La mortalité infantile (neuf pour mille) est deux fois supérieure à celle du Japon et de la Suède et aussi 65 % supérieure à celle de la Tchécoslovaquie en 1960. Les poissons ont disparu dans un tiers des rivières et l'érosion du sol, provoquée par de mauvaises méthodes de culture, atteint la moitié des terres exploitables. Une autre préoccupation majeure concerne l'accumulation dramatique de déchets toxiques. Des campagnes nationales contre la pollution ainsi que certaines mesures législatives se développent cependant à l'initiative des mouvements écologiques naissants²⁵.

En règle générale, les Tchèques privilégient la vie sociale et la vie familiale par rapport à leur carrière professionnelle. Avec un taux d'activité féminine de 84 %, la femme au foyer n'existe pour ainsi dire pas. Les couples se marient jeunes et ont des

²² Le vocabulaire courant utilise les termes de " Tziganes " ou " Gitans ", mais, ceux-ci signifiant esclave dans la langue Rom, il convient d'utiliser " Rom ", qui se traduit par " homme ". Une partie d'entre eux n'ayant pas de domicile fixe, ils ne peuvent être rattachés à aucune commune. De plus, l'obtention de la nationalité tchèque nécessite un casier judiciaire vierge.

²³ En revanche, l'antisémitisme s'est quelque peu résorbé depuis la disparition et le départ des Juifs, qui ne sont plus que trois mille cinq cent dans le pays.

²⁴ Au recensement de 1991, les Moraves et Silésiens ont pu se déclarer en tant que tels, ce que 13,2 % des Moraves ont fait.

²⁵ Par exemple, les voitures appartenant à des étrangers ne peuvent désormais s'immatriculer en République tchèque que si elles sont équipées d'un pot catalytique.

enfants aussitôt²⁶, mais les crèches et autres structures d'accueil sont peu accessibles. En pratique, la mère (ou le père) s'occupe de l'enfant jusqu'à l'âge de l'école. Ensuite, un des parents débauche chaque jour avant la sortie de l'école, c'est-à-dire vers quatorze heures. Dans ces conditions, nombre de jeunes couples restreignent leurs ambitions professionnelles, les problèmes se multipliant dans les fréquents cas de divorces.

Le développement des inégalités

La politique gouvernementale de transition univoque vers le capitalisme est approuvée par les Tchèques mais elle crée une rupture avec les intellectuels. Le peuple ne semble en définitive pas avoir de scrupule à passer vers un système longtemps critiqué, injuste sur le plan social, mais qui s'avère plus intéressant pour le pays. Tous les moyens sont bons pour s'enrichir. La République tchèque reste par exemple le septième exportateur mondial d'armes. De même, le gouvernement admet implicitement les possibilités d'infractions à certaines lois touchant des activités illégales lucratives. Le trafic de drogue est par exemple beaucoup moins réprimé que dans les pays occidentaux. Autre exemple, la route reliant les villes frontalières de Dresde (Allemagne) et Teplice (République tchèque) est connue sous le nom de "Route de la honte" du fait des centaines de prostituées, souvent mineures²⁷, qui s'exhibent sur les bas-côtés de la chaussée.

La croissance du PIB national signifie peu pour les citoyens confrontés à une aggravation de la pauvreté, même si les inégalités sociales et la perte de pouvoir d'achat sont ressenties comme le prix à payer pour accéder à une société de consommation naissante et déjà palpable. Le développement profite essentiellement à l'ancienne Nomenklatura car ses membres sont parmi les seuls à avoir accumulé du capital, et donc à pouvoir profiter des investissements actuels. Cette injustice est implicitement reconnue et même entretenue par le gouvernement : le financement de l'ensemble de l'économie nécessite des capitaux considérables que le peuple ne détenait pas, l'État s'appuie donc sur le recyclage de toutes sortes de revenus illicites. Dans le même temps, une considération différente du profit et l'apparition des nouveaux riches, les "lumps", donnent naissance à des classes de plus en plus marquées, alors que le communisme mettait en principe tous les individus_ ou plutôt tous les prolétaires_ sur un pied d'égalité. Se distinguent désormais les riches et les grandes familles, qui forment une maigre élite, les classes moyennes, représentant la majorité de la population, les pauvres, en augmentation, ainsi que les Roms et certaines catégories d'étrangers, qui souffrent d'un grand nombre de discriminations. Dans ces conditions, les troubles politiques démarrés fin 1997 risquent de faire imploser un équilibre social plus fragile qu'il n'y paraît. La chute du communisme a créé un vide idéologique, que ni la foi ni les sectes²⁸ n'ont comblé.

²⁶ Par le passé, cette habitude résultait en grande partie de la mauvaise qualité des moyens de contraception.

²⁷ Aucun texte de loi tchèque ne régit la prostitution. La majorité sexuelle, de quinze ans en République tchèque, rend donc théoriquement possible la prostitution de jeunes filles de plus de quatorze ans.

²⁸ Malgré un faible retournement de tendance, les Tchèques se déclarent encore à l'heure actuelle en majorité athées, contrairement par exemple aux voisins slovaques et surtout polonais, fervents catholiques.

La corruption

La Police ou l'Administration tchèque sont reconnues comme faisant preuve d'incohérence et de lenteur dans leurs décisions, à moins, parfois, de dessous de tables conséquents. Pour certains, la démocratie n'aurait été que le moyen de donner un cadre légal aux activités malhonnêtes. Une enquête parue le 3 janvier 1996 dans le quotidien " *Lidové Noviny* " révèle que 83 % des Tchèques sont convaincus que leurs hommes politiques sont corrompus ²⁹. Un investisseur américain qui projetait la construction d'un hôtel classé cinq étoiles à Prague a déclaré lors d'un entretien que les neuf ministres ou hauts fonctionnaires qu'il a rencontrés à ce sujet lui auraient proposé un appui décisif en l'échange d'une rémunération occulte. L'hebdomadaire anglo-saxon " *The Prague Post* " traite régulièrement de cas similaires, preuves à l'appui.

La corruption touche également la vie sociale. Les places pour certaines Universités, contingentées, sont encore souvent attribuées grâce aux réseaux de relations et en fonction de paiements de " tickets d'entrées " occultes plutôt que selon le classement final au concours, pour lequel certaines Universités ne communiquent aucun détail des résultats. De même, l'attribution de logements subventionnés, de licences en tous genres, du téléphone ou même du permis de conduire est considérablement facilitée si l'on accepte de verser des extras. Ceci conduit à un cercle vicieux : les anciens apparatchiks et les nouveaux malhonnêtes sont parmi les seuls à pouvoir payer, ils alimentent volontairement la corruption et s'en satisfont.

Portée de l'héritage communiste

Le communisme sous sa forme autoritaire a disparu de l'ensemble des institutions en République tchèque, mais la plupart des hommes politiques sont des anciens communistes, tels V. KLAUS ou V. DLOUHY. Les événements sont trop récents pour savoir si les communistes ont eux-mêmes réellement disparu, s'ils se sont reconvertis ou s'ils restent en attente pour profiter d'éventuels signes de faiblesse de la classe dirigeante du pays. La République tchèque fait pour l'instant figure d'exception sur le plan politique, dans le sens où elle est le seul PECO dans lequel les néo-communistes ne sont pas associés au pouvoir ³⁰. Elle est également le seul à avoir mis en place un organisme qui enquête sur les crimes du communisme ³¹. Dans l'ensemble, les Tchèques condamnent le socialisme tel qu'il a été pratiqué, mais ils ne le remettent pas en cause dans tous ses aspects. Depuis la Révolution, ils ont tiré un trait sur son aspect politique, mais sans pour autant désigner les sociétés occidentales comme modèle.

²⁹ Une boutade courante explique que le hockey sur glace n'est plus le sport national, la première place revenant désormais à la fraude fiscale.

³⁰ L'actuel Président V. HAVEL explique ce fait par la dureté de la répression lors du Printemps de Prague de 1968 ; seuls les communistes " purs et durs " sont alors restés au pouvoir, tandis que des individus plus réalistes ont pu exercer le pouvoir dans les autres pays du Bloc.

³¹ Selon les enquêtes de cet organisme, les premiers collaborateurs des services de renseignements tchèques (STB) entre 1985 et 1989 étaient le clergé (huit cent agents pour six mille officiants), les enseignants et les médecins. Les résultats et l'utilité de cet organisme sont cependant contestés. Lors de sa libération de prison, les geôliers de V. HAVEL lui ont donné la liste des personnalités qui l'avaient trahi. Ce jour-là, le futur Président l'aurait déchirée immédiatement, déclarant vouloir tirer un trait sur ce passé peu glorieux pour son pays.

L'objectif d'une société de compromis cumulant les avantages de leur mode de vie hérité du communisme et de la stimulation des économies capitalistes semble cependant encore éloigné.

Si l'héritage communiste fait partie intégrante du peuple tchèque, sa prédominance ne doit néanmoins pas occulter l'ensemble des influences passées. Avant le communisme, la mentalité tchèque se rapprochait de celle des peuples germaniques³², combinée à une particularité due à l'importance de la communauté et de la culture juives. Ainsi un homme politique indonésien, après une visite à Prague, tint-il ce discours : “ *What an amazing achievement. There was more around us to suggest the era of MOZART than of STALIN* ”. (C'est une réussite incroyable. On ressent davantage l'époque de MOZART que celle de STALINE). Les Tchèques n'ont semblé-t-il jamais réellement adhéré à l'idéologie communiste, qu'ils considéraient comme un impérialisme russe déguisé³³.

La portée de l'héritage communiste sur les mentalités apparaît donc limitée. Parallèlement, les changements au niveau économique sont considérables.

B. Programme économique et bilan de la transition

1. La construction d'un système capitaliste

Une politique d'esprit libéral

Jusqu'en 1990, la Tchécoslovaquie ne s'est engagée que timidement dans la voie des réformes macro-économiques, adoptant une politique graduelle. La transition a réellement commencé en 1991 avec la mise en œuvre d'une thérapie de choc. Emmené jusqu'en décembre 1997 par son Premier Ministre V. KLAUS, le gouvernement tchèque conduit une politique parfois qualifiée d'ultra-libérale³⁴. Pour le passage du pays à l'économie de marché, les instruments choisis par le gouvernement sont tout à fait classiques. En revanche, le rythme des réformes impressionne et inquiète à la fois. Le gouvernement a opté pour le changement radical afin de créer une dynamique qui se nourrirait d'elle-même. Les modifications sont si rapides qu'elles omettent toute phase de consolidation, mais jusqu'à présent, les faits lui donnent raison³⁵. Dans les faits, les réformes se sont traduites par la libéralisation radicale des prix et du commerce extérieur, une large vague de privatisation et une politique de stabilisation monétaire appliquée. Les prix et les échanges sont libres depuis 1991 et la plupart des subventions ont été supprimées. La couronne tchèque, indexée sur le deutschmark et sur le dollar, est totalement convertible depuis le premier octobre 1995. La politique budgétaire se situe quant à elle entre le prestige et la reconnaissance internationale, qui

³² Avant d'être expulsés à partir de 1945, trois millions et demie d'Allemands (soit le tiers de la population) vivaient en Tchécoslovaquie.

³³ Si les Russes ont beaucoup insisté sur l'origine commune qu'ils partagent avec les peuples slaves d'Europe centrale pour justifier leur hégémonie, M. KUNDERA explique dans sa thèse de “ l'Occident kidnappé ” que les Tchèques, les Slovaques et les Polonais sont des Slaves de l'ouest, contrairement aux Russes qui sont des Slaves de l'est. Ils appartiennent culturellement à l'Europe centrale et en constituent même une pièce fondamentale.

³⁴ Le mot libéral s'entend ici au sens français, et non pas au sens tchèque ou anglo-saxon de progressiste.

³⁵ Des craintes similaires avaient émergé lors du développement des N.P.I., qui maintiennent désormais une croissance élevée et ont fait la preuve de leur solidité au plan mondial.

plaident en faveur du maintien des équilibres fondamentaux, et la forte pression pour le soutien à l'économie au prix d'un déficit raisonnable. Quelques restrictions à l'abandon intégral au marché subsistent cependant. Le prix de certains biens courants (loyers, transports et énergie) est resté sous contrôle jusqu'en janvier 1998, tandis que le gouvernement maintient les salaires à un bas niveau ³⁶, afin de limiter l'inflation et de renforcer la compétitivité nationale. Ces faits, ajoutés à l'absence de restructuration de l'industrie lourde et à la conservation d'un système de sécurité sociale proche du passé, incitent certains à qualifier de keynésienne la politique du gouvernement tchèque.

Un léger interventionnisme

Les entreprises tchèques ont été préservées par un léger protectionnisme et par une campagne nationale " Achetez Tchèque " (" *Czech Made / Cesky vyrobek* ") visant à lutter contre le haut niveau des importations. Le gouvernement tchèque se fixe parmi ses objectifs prioritaires le développement de la compétitivité du pays, en se basant non pas sur une dévaluation de la monnaie mais sur une amélioration de la productivité dans les entreprises ³⁷. La politique industrielle est volontairement marquée. D'importants projets de développement et de modernisation des infrastructures ont été entrepris depuis 1991, notamment dans les télécommunications, les rails et les routes. La politique générale vise à démanteler au plus vite les anciennes structures et modifier les anciens comportements dans le but de limiter les risques de blocage et d'étranglement de la réforme. La réforme économique nécessite également un cadre juridique approprié, afin que le nouveau système fonctionne efficacement.

La réforme du cadre juridique

L'apparition d'une économie privée en 1989 a rendu caduc le cadre juridique de l'époque. La République tchèque dispose désormais de l'ensemble des attributs juridiques requis pour le fonctionnement d'une économie libérale. La sécurité des transactions est assurée par un Code civil, un Code de Commerce, une loi fiscale, des conventions internationales et une loi sur le régime des changes. Une jurisprudence naissante se constitue actuellement, ce qui entraîne une émulation considérable auprès de professionnels de la justice qui avaient perdu sous le communisme de nombreux réflexes juridiques. Il reste à améliorer les procédures judiciaires d'urgence et les voies d'exécution, à alléger les formalités administratives, à stabiliser un cadre juridique encore mouvant et à réformer l'appareil judiciaire pour une justice plus rapide et plus efficace.

Le droit des affaires tchèques est calqué sur les droits allemand, autrichien et français, mais son efficacité reste limitée par le nombre encore insuffisant de décisions de jurisprudence. Le droit des sociétés se base sur une loi unique du premier janvier 1993. La particularité des textes est leur caractère supplétif, ce qui autorise à agir dans des directions opposées. De nouvelles lois sont régulièrement promulguées mais elles tolèrent nombre de dérogations et restent insuffisantes compte tenu de la diversité des

³⁶ Une loi de juillet 1993 prévoit pour les entreprises de plus de vingt-cinq salariés une amende si l'augmentation annuelle moyenne des salaires dépasse 5 %, sauf si le taux de croissance du chiffre d'affaires excède de plus de 15 % celui des salaires.

³⁷ La politique de désinflation compétitive de la France constituait en ce sens un modèle pour l'ancien Premier Ministre V. KLAUS.

cas rencontrés. Le flou juridique actuel est notamment exploité par un lobbying d'entreprises qui tentent d'influencer la loi en leur faveur.

La fiscalité, qui n'existait pas pour les entreprises avant 1989, a profondément été modifiée depuis la Révolution. Le système fiscal tchèque s'inspire de ceux d'Europe occidentale, dans l'optique de l'actuelle harmonisation européenne. Avec les créations de la TVA et des impôts sur le revenu et sur les sociétés ³⁸, il est désormais comparable à celui en vigueur dans la plupart des pays occidentaux.

La privatisation

Selon l'ancien Premier Ministre tchèque V. KLAUS, la privatisation constitue la " pierre angulaire " de la réussite de la transition économique. La méthode de privatisation par coupons, utilisée en République tchèque, a dès le départ constitué un franc succès. Chaque citoyen tchèque pouvait acheter un carnet d'une valeur de mille couronnes qui permettait de souscrire à des parts dans des fonds d'investissements de son choix. Ce sont ensuite les gestionnaires de fonds qui placent l'argent récolté dans les firmes. Une fois ces opérations effectuées, les fonds doivent disparaître et leurs acquisitions être transmises aux titulaires des coupons. Avec un taux supérieur à 80 %, la privatisation tchèque est la plus réussie de celle des PECO, si l'on excepte le cas de l'Allemagne. Le processus a permis à six millions de souscripteurs tchèques de bénéficier d'avantageuses conditions d'actionariat, ce qui fait de la République tchèque le pays présentant la plus grande concentration d'actionnaires au monde.

Malgré ses succès, la privatisation tchèque est de moins en moins considérée comme un modèle. En effet, les fonds qui détiennent les entreprises sont encore contrôlés par l'État, ce qui aboutit à un manque de transparence et à une absence de restructuration dans les firmes. Certains partis politiques tchèques demandent même l'arrêt de la privatisation des banques, dernière grande étape des privatisations et la renationalisation des entreprises, qui sont, de fait, contrôlées par l'État.

La restitution se présente comme une autre forme de privatisation de l'économie. Elle consiste à rendre à leurs anciens propriétaires les biens immobiliers qui avaient été réquisitionnés par les gouvernements communistes à partir de 1948 ³⁹. Nombre de Tchèques récupèrent ainsi des logements mais les laissent en délabrement, faute des moyens financiers pour les remettre en état.

La privatisation ne s'étant pas accompagnée des effets attendus à l'intérieur des firmes et la restitution n'ayant pu insuffler la mentalité capitaliste à leurs destinataires, il a donc fallu recourir à des mesures d'ordre micro-économique.

La restructuration micro-économique

Pendant le communisme, la stratégie des firmes était planifiée selon les besoins nationaux. L'économie était " fermée " et ne dépendait pas de l'environnement. Désormais, les entreprises sont soumises à la concurrence nationale et internationale, ce qui nécessite certaines adaptations. Les conglomérats ont ainsi été démantelés afin de conférer davantage de souplesse de gestion aux nouvelles unités. L'État s'est

³⁸ Les entreprises supportent, en plus de différentes taxes marginales, un impôt sur les bénéfices de 39 % pour 1997.

³⁹ La date limite de validité pose le problème des restitutions aux Juifs qui ont dû quitter le pays en 1939, et des Allemands, expulsés des Sudètes en 1945.

appliqué néanmoins à ce qu'il n'y ait pas " rupture " dans un passage trop rapide vers une logique de profit à laquelle les firmes ne seraient pas préparées. La phase de restructuration du tissu industriel national, qui devait conduire à des licenciements massifs, tarde à survenir. Malgré les performances affichées autant par les firmes issues des démembrements des conglomérats que des anciens conglomérats dégraissés eux-mêmes, les entreprises industrielles tchèques restent en général vétustes et de dimension importante. De plus, en dépit d'améliorations progressives, les moyens de transports et de communication sont largement inefficaces. Les entreprises sont souvent dépourvues de services développés de gestion et la mise en place de structures indispensables tels que le contrôle de la qualité ou la gestion financière occasionnent des coûts de restructuration considérables.

2. Les résultats de l'économie nationale

Les principaux agrégats

La République tchèque a d'ores et déjà réussi à négocier les trois moments critiques de l'après-Révolution, la partition et la privatisation de l'économie, ce qui lui a permis de devenir en décembre 1995 le vingt-sixième membre de l'OCDE et le premier d'Europe centrale et orientale. Le pays a su se ressaisir après l'effondrement du COMECON et la longue phase d'attentisme ayant entouré la partition (cf. tableau 10). V. KLAUS, l'ancien Premier Ministre, fixe désormais comme objectif de " *ressembler à moyen terme à la Suisse ou à l'Autriche* ". Refusant de parler de " transition ", il considère la République tchèque comme un pays européen qui mène une stratégie de rattrapage des pays les plus avancés. La croissance pour 1996, redémarrée dans la plupart des PECO, se situe avec un niveau de 4 % entre celle de la Pologne (5,5 %) et celle de la Hongrie (1,5 %). Le niveau de vie moyen s'accroît depuis peu et se situe à près de 50 % de la moyenne de l'Union européenne, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat étant légèrement supérieur à celui de la Grèce ou du Portugal. Avec un taux inférieur à 5 %, la République tchèque possède un des plus faibles niveaux de chômage d'Europe. Celui-ci pourrait se situer à un niveau inférieur puisqu'il existe nombre d'offres d'emploi non satisfaites. La main-d'œuvre n'est cependant pas assez mobile pour résorber le phénomène. De même, le prix des loyers empêche toute migration vers la capitale, lieu où se concentrent la majorité des offres d'emploi. Selon la Banque nationale tchèque, le salaire moyen mensuel à Prague s'élevait en janvier 1997 à huit mille trois cents couronnes (1550 francs), alors qu'un loyer modeste coûte en moyenne six mille couronnes par mois (1000 francs) ⁴⁰.

Malgré l'introduction de la TVA et la partition, l'inflation a été maintenue autour de 12 % et est désormais inférieure à 10 %. Quant aux finances publiques, elles font état d'un léger excédent budgétaire. Le déficit extérieur est élevé, malgré la dévaluation de la couronne et la promulgation en 1997 de lois limitant les importations. Les exportations sont dynamiques mais les échanges profitent surtout aux pays occidentaux car les importations augmentent davantage.

⁴⁰ Les anciens contrats limitent le prix des loyers, ce qui permet à des familles de payer souvent moins de mille couronnes par mois (moins de deux cent francs). Cet avantage se perd en cas de déménagement. Dans ces conditions, les résidents de Prague bénéficient de nombreuses opportunités d'emplois.

Tableau 10. Données économiques générales de la République tchèque (1996)

Salaire mensuel moyen (US dollars)	304
Coût horaire de la main-d'œuvre (US dollars)	2,4
PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat (US dollars)	9 770
Chômage (% de la population active)	4,9
Croissance (%)	4
Inflation (%)	9
Économie souterraine	20 à 25 % du PIB

Source : Ministère tchèque de l'économie, janvier 1998

Le nouveau visage du système productif tchèque

Les entreprises tchèques, longtemps restées en attente de la réussite de leurs propres privatisations, se lancent progressivement vers la croissance. En pleine expansion, le secteur privé représentait 70 % du PIB en 1997. L'agriculture, dont le but est de parvenir à l'autosuffisance, s'avère vieillissante et fortement déficitaire. Elle est passée d'un statut entièrement collectiviste à un statut entièrement privé, mais dans les faits peu de choses ont changé. Les terres ont le plus souvent été rachetées par les collectivités, désormais privées, qui les exploitaient sous l'Ancien Régime.

Malgré un dynamique mouvement de tertiarisation, la République tchèque reste un pays à vocation industrielle (cf. tableau 11). La réhabilitation de l'industrie pose de graves problèmes car la soviétisation a été poussée à l'extrême et l'industrie reste moins souple qu'en Hongrie ou qu'en Pologne. Le pays continue de souffrir du surdimensionnement d'un appareil industriel vétuste et peu adapté à la demande occidentale mais, d'une manière générale, les réformes engagées ont été bénéfiques aux entreprises. La législation est devenue applicable de manière universelle, les restrictions d'exercice de certaines activités ont été supprimées et les petites privatisations ont procuré de fructueuses opportunités d'achats de bâtiments et d'équipements. Les effets de la restructuration commencent à se ressentir au niveau micro-économique (cf. tableau 12), tandis que l'amélioration de la discipline financière des entreprises s'est confirmée. Par le passé, le secteur bancaire et financier était traditionnellement délaissé au profit de la politique macro-économique. Celui-ci connaît désormais un essor considérable depuis la première vague de privatisation du pays, mais il porte encore les marques du passé : les banques tchèques ne sont en général pas assez solides et elles ne présentent pas leurs comptes selon les normes européennes.

La réouverture de la Bourse le 6 avril 1993 a vu l'arrivée massive des banquiers étrangers, à l'origine de près de 10 % des investissements totaux entre 1989 et 1995. Après un an d'activité, les principales valeurs avaient gagné 70 % grâce aux bonnes perspectives de la République tchèque et également grâce à sa situation de passerelle vers les autres marchés des pays d'Europe centrale et orientale. La tendance s'est

cependant progressivement inversée et la Bourse de Prague est devenue moins performante que celles de Varsovie ou de Budapest ⁴¹.

Tableau 11. Répartition de la population active tchèque et contribution au PIB par secteurs d'activité (en %)

	Répartition de la population active		Contribution au PIB	
	1994	1995	1994	1995
<i>Agriculture</i>	6,5	5,8	5,8	5,2
<i>Industrie</i>	37,0	34,8	34,8	34,8
<i>Construction</i>	5,2	5,9	5,9	6,2
<i>Transports</i>	5,5	5,9	5,9	6,3
<i>Commerce</i>	10,1	9,8	9,8	11,5
<i>Services</i>	35,7	37,8	37,8	36
<i>Total PIB</i>	100	100	100	100

Source : Banque Nationale Tchèque, septembre 1996

Tableau 12. Taux de croissance de la main-d'œuvre et de la productivité du travail

	1992	1993	1994	1995	1996
Variation du nombre d'employés (%)	-2.6	-1.3	0.8	1.9	1.2
Variation de la productivité par employé (%)	-3.8	0.4	1.8	2.9	3.5

Source : Office tchèque des statistiques, 1997

Les classements comparés

Dans l'enquête d'envergure d'A. TIRASPOLSKY et de G. WILD ⁴² qui compare en 1992 les atouts et les handicaps des pays de l'ancien bloc de l'Est pour la transition vers le marché, la Tchécoslovaquie arrive en première position dans deux des trois classements. Les auteurs notent que sur l'ensemble de la cinquantaine de critères d'ordre social, économique et externe retenus, aucun n'est foncièrement défavorable. En plus d'un niveau d'endettement limité, les structures internes du pays (en particulier sa situation en matière d'infrastructures et sa puissance dans les industries

⁴¹ Le marché boursier tchèque est très peu transparent, mais le Parlement a donné son autorisation en 1997 pour la création d'un établissement de contrôle des opérations boursières.

⁴² A. TIRASPOLSKY, G. WILD, *Économies de l'Est en transition : critères de comparaison*, Paris, IFRI, 1992.

manufacturières) rendent propices un développement important à moyen terme. Dans les classements actuels de même type, la République tchèque bénéficie de ratings A selon l'agence STANDARD AND POORS et Baa 2 selon l'agence MOODY's et occupe toujours une place dans les deux premiers rangs. Le tableau 13, qui reprend une enquête du magazine "Central European Economic Review" réalisée en février 1995 auprès de cinq cent spécialistes de la transition, en fournit une illustration. L'ensemble des informations obtenues incite à penser que la République tchèque diffère des autres pays d'Europe centrale et orientale, autant du point de vue de ses atouts que de ses besoins.

Tableau 13. Classement des PECO à l'horizon 2000

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1. République tchèque	8,4	10	9,6	9,9	9,9	9,8	9,3	9,8	9,1	3,1	8,9
2. Pologne	9,5	7,9	8,9	8	8,4	8,6	9	9,8	8,3	4,5	8,3
3. Hongrie	7,1	7,8	9,1	8	8,6	9,5	8,6	9,8	8,8	3	8
4. Slovénie	8,4	8,3	9,1	8,3	8,1	8,8	8,4	9	8,6	2,8	8
5. Slovaquie	6,9	8	7,6	8	7,6	7,6	7,7	8,1	7,6	2,8	7,2
10. Russie	6,5	4,8	5	5,5	6,9	4,9	5,5	5,4	8,3	9,3	6,2

(1) Croissance économique (2) Stabilité des prix (3) Stabilité politique (4) Stabilité de la monnaie (5) Privatisation (6) Infrastructures (7) Productivité (8) Cadre légal et juridique (9) Perspectives commerciales (10) Ressources naturelles (11) Moyenne.

Autres rangs : 6. Estonie, 7. Lettonie, 8. Croatie, 9. Lituanie, 11. Roumanie, 12. Bulgarie, 13. Kazakhstan, 14. Albanie, 15. Ukraine, 16. Belarus, 17. Moldavie, 18. Yougoslavie, 19. Kirghizistan, 20. Ouzbekistan, 21. Azerbaïdjan, 22. Turkménistan, 23. Arménie, 24. Géorgie, 25. Tadjikistan.

Source : Central European Economic Review, février 1995

3. Comparaison des programmes de réformes pour l'Europe centrale et orientale aux besoins en République tchèque

Les facteurs économiques

Dans le programme théorique de la transition en Europe centrale et orientale, priorité est donnée à la mise en place d'institutions et de règles favorisant le bon fonctionnement de l'économie de marché. Dans la pratique, les Tchèques ont en quelques années satisfait ces impératifs (si l'on excepte l'importance de la corruption) mais ceci ne fut pas la principale cause du succès économique du pays. Par ailleurs, le libéralisme ne constitue pas l'unique moyen de réussite pour les économies post-socialistes⁴³. L'ajustement macro-économique occupe le second rang de la hiérarchie théorique des objectifs de la transition. Les transitologues visent plus précisément à agir sur ce qu'ils nomment "le chaos de la transition", c'est-à-dire l'hyper-inflation, le chômage, les déficits publics et la baisse de la production industrielle. Or, ce tableau

⁴³ La Chine est en effet devenue, d'un point de vue strictement économique, un des modèles des économies en transition, malgré son fort interventionnisme étatique.

n'a jamais correspondu à la réalité de la République tchèque, mis à part en ce qui concerne la chute du PIB, enrayée dès 1995. Loin d'avoir été chaotique, la transition en Tchécoslovaquie est souvent dénommée " Transition de Velours ", en accord avec la tradition nationale de mesure et de modération⁴⁴. De plus, contrairement aux autres pays d'Europe centrale et orientale, l'inflation a très rarement dépassé les 20 %⁴⁵, l'objectif de lutte contre le chômage ne fait pas partie des priorités du pays⁴⁶ et le gouvernement parvient chaque année à équilibrer ses finances publiques. À un troisième niveau, les transitologues considèrent les incitations micro-économiques comme des mesures d'accompagnement aux programmes macro-économiques de réformes. La réalité observée en République tchèque montre que ce besoin est largement sous-estimé dans les programmes de réformes. La mise en place d'une économie de marché n'a pas suffi à transformer les Tchèques en capitalistes, le pays souffrant en effet de graves problèmes de productivité.

Le facteur culturel

En transitologie, il n'est fait référence aux spécificités de chaque pays que pour mieux souligner leurs passés communs. Au-delà de certaines divergences, il s'agit de donner une explication globale de l'Europe centrale et orientale qui débouche logiquement sur de nombreux programmes globaux, plus ou moins ajustés selon les caractéristiques économiques, politiques et géographiques de chaque pays. En ce qui concerne les points communs avec les autres PECO, et plus précisément l'Europe centrale de Visegrad, les habitudes de consommation et les goûts des Tchèques ne paraissent pas fondamentalement différer des standards dits " universels ". Les jeunes gens ne jurent que par NIKE, les ménagères se passionnent pour le feuilleton Santa Barbara et les managers ne se séparent plus de leur téléphone portable. Cependant, la transformation ne peut s'analyser comme un seul rattrapage des pays occidentaux. Une étude approfondie de la société tchèque révèle également l'émergence d'une forte spécificité nationale marquée par des caractéristiques propres telles que le patriotisme, la spécialisation industrielle ou la tradition culturelle, qui se mêlent à la construction d'une mentalité capitaliste. Il reste maintenant à voir comment est menée la transition dans les entreprises.

⁴⁴ L'histoire du pays est marquée par l'emprise systématique de la raison sur la passion, de la réflexion sur l'empotement. Lors de l'invasion nazie, les Tchécoslovaques firent appel aux Alliés puis se résignèrent. De la même manière, la transition vers le communisme en 1948 fut caractéristique par la souplesse du mouvement, le Président E. BENES ayant lui-même sollicité l'intervention de J. STALINE. Enfin, en 1989, la " Révolution de Velours " parvint au changement de régime sans effusion de violence.

⁴⁵ Le parallèle avec l'histoire s'impose également : alors que dans les années 1920 sévissaient l'hyper-inflation et la crise économique, la Tchécoslovaquie s'affirmait déjà comme un îlot de stabilité monétaire.

⁴⁶ Les DRH (Directeurs des Ressources Humaines) tchèques sont au contraire régulièrement confrontés à des situations de pénurie de main-d'œuvre. Le recours massif aux travailleurs étrangers, principalement ukrainiens, constitue la solution adoptée à court terme.

Bibliographie

- P. BELINA, P. CORNEJ, J. POKORNY, (sous la dir. de), *Histoire des Pays tchèques*, Points, 1995.
- J. BLAHA, *Les tissus industriels en Républiques tchèque et slovaque*, Le Courrier des pays de l'Est, n°404, nov. 1995.
- A. BULIR, J. CHARAP, *The Czech and Slovak Republics: the process of divergence, Communist Economies and Economic Transformation*, Vol. n°5, 1993.
- G. CASTELLAN, *Histoire des peuples de l'Europe centrale*, Fayard, 1994.
- Cefres (Les cahiers du), *la faisabilité socio-politique de la réforme en Tchécoslovaquie*, n°1, juin 1992.
- R.H. COX, *The Federal State and the Breakup of Czechoslovakia- An institutional Analysis*, The Journal of Federalism, Publius, vol. 25, 1995.
- J. L. DELPEUCH, *Post-communisme. L'Europe au défi, Chronique pragoise de la réforme économique au cœur de l'Europe*, L'Harmattan, 1994.
- K. JANACEK, *Stabilisation en République tchèque*, Économie internationale, n°62, 2ème sem. 1995.
- F. KAVKA, *La Tchécoslovaquie : histoire lointaine et récente*, Ordis, 1963.
- M. KUNDERA, Un occident kidnappé, Le débat, n°27, pp. 3-22, nov. 1983.
- C.S. LEFF, *The Czech and Slovak Republics, Nation versus State*, Boulder, 1997.
- A. MARES, *Histoire des pays tchèque et slovaque*, Paris, Hatier, 1994.
- M. MASLOWSKI (sous la dir. de), *Identité(s) de l'Europe centrale, cultures et sociétés de l'Est*, n°21, Paris, Institut d'Études slaves, 1995.
- G. MINK, J.-C. SZUREK, *Cet étrange post-communisme. Rupture et transition en Europe Centrale et Orientale*, Paris, Presses du CNAS, 1992.
- J.H. MOORE (sous la dir. de), *Legacies of the Collapse of Marxism*, Fairfax, VA, George Mason University Press, 1994.
- OCDE-CCET, *Étude du marché du travail dans la République tchèque*, CCET, 1995.
- D. PARKER, *Unravelling the planned economy: privatisation in Czecho-Slovakia, Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 5, 1993.
- J. PRUST, J. CARTER, A. CHEASTY, *The Czech and Slovak Federal Republic: A Economy in Transition*, IMF Occasional Paper n°72, Washington D.C, 1990.
- Revue d'Europe Centrale, *La fin de la Tchécoslovaquie*, tome 1, n°2, 2ème sem. 1993.
- V. REY (sous la dir. de), *Transition, fragmentation, recomposition : la Tchéco-Slovaquie en 1992*, Paris, ENS éditions, Fontenay/Saint-Cloud, juillet 1994.
- B. SCHEIFELE, R. THAETER, *Guide des affaires en République tchèque*, Boulogne, société éducative financière internationale, 1994.
- J. SVEJNAR, *The Czech Republic and Economic Transition in Eastern Europe*, San Diego, London and Toronto, Harcourt Brace, Academic Press, 1995.
- J. VITECKOVA, *Tchécoslovaquie : les nouveaux entrepreneurs*, La Documentation Française, 1993.
- F. WEHRLÉ, *Le divorce tchéco-slovaque : vie et mort de la Tchécoslovaquie, 1918-1992*, Paris, L'Harmattan, 1994.

